

Gabon : les visages d'une opposition

LE MORENA (Mouvement de redressement national) s'est signalé à l'extérieur du Gabon le jour où la presse a annoncé, en décembre 1981, des arrestations à Libreville, à la suite d'une manifestation à la gare routière en faveur du multipartisme. Près d'un an plus tard, en novembre 1982, vingt-neuf opposants présumés étaient condamnés à des peines sévères allant jusqu'à vingt ans de prison, pour atteinte à la sûreté de l'État et outrage au président de la République, à l'issue d'un procès, certes public et soumis à l'observation d'Amnesty International, mais qui n'aurait pas pour autant répondu aux exigences juridiques internationales, et dont le principal chef d'accusation portait sur la distribution de tracts. « Ma vengeance sera le pardon », déclara M. Bongo à M. Mitterrand, en visite à Libreville. Pourtant, il ne fit libérer que sept personnes, le 11 mars dernier, à l'occasion de l'anniversaire du parti unique qu'il avait créé en 1968.

La lutte du président Bongo contre ses opposants ne s'est pas limitée à ces aspects judiciaires. En avril 1982, il justifiait publiquement son action après avoir reçu le Pape pour tenter de s'attacher les catholiques. En mars 1983, le troisième congrès extraordinaire du parti unique renforçait le rôle de celui-ci et dénonçait le multipartisme comme « source de désordres et de divisions ». Tout dernièrement, le Président destituait le maire de Libreville, M. Ntoutoume-Obame, le représentant le plus dangereux de la vieille garde du parti, fidèle à la ligne politique du premier chef de l'État, Léon Mba. De nombreuses arrestations ont été opérées depuis 1981. Le malaise politique persiste néanmoins, sous-jacent, et M. Bongo procède toujours à des manœuvres diverses dont la principale consiste à s'appuyer sur les femmes gabonaises.

Le MORENA, constitué vers 1976, a pris le relais d'une opposition diffuse et individualiste qui existait depuis longtemps chez

nouveau mouvement lui donne des racines ethniques fang et punu. C'est celle du gouvernement gabonais. Et, de fait, ce facteur ethnique est difficilement niable. Les condamnés de novembre 1982 étaient des Fang et des Bapunu. Même si les arrestations ont été effectuées d'une façon sélective, elles correspondent à une certaine réalité nationale, dans la mesure où ces deux groupes ethniques, qui aspiraient au contrôle du pouvoir à la fin des années soixante, en ont été écartés au profit des gens du Haut-Ogooué avec l'ascension de M. Bongo et en conçoivent de la rancœur. De même, les provinces fang du Woleu-Ntem et punu

Au-delà de ces phénomènes, le MORENA s'est développé dans une conjoncture de tensions sociales dues à l'inflation. La baisse des ressources pétrolières qui s'amorce va encore alourdir ce climat tandis que le malaise éducatif persiste.

A la croisée de ces mécontentements variés, le MORENA ne recrute pas ses membres d'une manière univoque. Les origines sociales, les âges, les conditions se mêlent en son sein. Tel sympathisant, se référant à des valeurs traditionnelles, traitera « d'esclave » un chef d'État qu'il déteste. Tel autre rêvera d'une démocratie idéale mais y sera peut-être venu par les chemins de la famille ou de l'ethnie qui demeurent les réalités phénoménales des relations sociales au Gabon. L'ambition personnelle est un facteur d'adhésion supplémentaire, que l'analyse sociologique habituelle ne prend pas en compte, pas plus que l'opportunisme, mais ils existent et font pencher la balance tantôt en faveur du pouvoir, tantôt contre lui, confirmant le caractère cyclique des manifestations oppositionnelles.

A la lecture des documents diffusés par le mouvement, on perçoit ces nuances : le style des derniers tracts, envoyés de Paris et signés par un prêtre, diffère de celui du « livre blanc » de 1981, beaucoup plus spontané et maladroit dans l'expression. Ce qui demeure, à côté d'un approfondissement croissant de la philosophie politique, c'est l'évocation de thèmes reflétant les préoccupations quotidiennes du peuple gabonais : absence de logements sociaux, enseignement primaire defectueux, mauvaise circulation des produits sur de méchantes routes... C'est en cela que le mouvement est enraciné dans le réel en dépit du puritanisme

avec lequel il s'attaque à un Président pragmatique et à un régime qui profite encore à beaucoup.

Un trait surprendra par sa vigueur : le recours explicite à la France, identifiée à son ambassadeur à Libreville dans le « livre blanc » et constamment prise à témoin. Est-ce preuve d'impuissance et de faiblesse dans le jeu politique national ? Il serait tentant de l'affirmer. Pourtant, ce serait ignorer ce goût gabonais prononcé pour l'étranger que nous rappelions précédemment. Contrairement à ce qui se passe souvent ailleurs en Afrique, les Blancs, les Français sont restés parties prenantes aux débats internes du pays. Le président Bongo n'avait pas innové en les proclamant « Gabonais d'adoption » et en les faisant voter pour lui-même. C'est une tradition très ancienne qui veut que ces étrangers soient intégrés à la vie locale et qu'ils soient d'autant plus sollicités que leur prestige est grand. Il n'y a donc pas, comme l'a

ses flammèches monte un peu trop haut. Le refuge qu'ils accordent à certains n'est que celui des églises au Moyen-Age, et rien de plus. En définitive, les Gabonais se retrouvent face à eux-mêmes, plongés dans une lutte qui fait écho à un débat d'idées fondamental. Cela est inévitable dans un pays aussi ouvert sur l'extérieur.

François Doey